

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

19 DEC 1950

N°		
----	--	--

RESTRICTED

SR/63

27 May 1949

FRENCH

Original: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SOIXANTE-TROISIEME SEANCE

tenue à Lausanne, le vendredi 27 mai 1949, à 10 h.

Présents : M. de Boisanger (France) - Président  
 + M. Yenisey (Turquie)  
 M. Ethridge (Etats-Unis).

Dr. Azcarate - Secrétaire principal

+ Suppléant

Comité technique pour les réfugiés

Le PRESIDENT déclare qu'un nouveau télégramme du Secrétaire général est arrivé, annonçant la désignation des membres français, britannique et américain du Comité technique. Le Président a l'impression qu'aux termes du paragraphe 12 de la résolution du 11 décembre 1948, il incombait à la Commission de procéder à ces nominations; cependant, il ne pense pas qu'il vaille la peine de soulever la question. Il propose de répondre par télégramme au Secrétaire général que le Comité ne peut commencer ses travaux, tant que le quatrième membre n'aura pas été désigné; ce télégramme pourrait reproduire le texte du message reçu et déclarer qu'"en raison de l'extrême urgence du problème des réfugiés et du fait qu'il importe d'appliquer sans délai la résolution", la Commission demande maintenant la nomination immédiate d'un membre turc pour que le Comité puisse commencer ses travaux, dès la semaine prochaine. Si c'est le Secrétaire général qui prend l'initiative des nominations, c'est à lui que devra incomber également la responsabilité du retard apporté à la constitution du Comité. Le télégramme sera signé du Président de la Commission.

M. ETHRIDGE et M. YENISEY appuient la proposition du Président. M. ETHRIDGE pense qu'il conviendrait de faire ressortir qu'il y a quarante-huit jours que la Commission a le sentiment que le problème est urgent.

M. YENISEY pense que l'on ne devrait pas reconnaître au Secrétaire général le droit de désigner les membres; en tout cas, la délégation de son pays n'acceptera pas que le Secrétaire général nomme un candidat qui n'aurait pas été désigné par le Gouvernement de la Turquie.

Le PRESIDENT fait remarquer que le texte du télégramme à envoyer devrait insister sur le fait que le Secrétaire général devrait désigner un membre turc, en accord avec le Gouvernement de la Turquie.

#### Rapport du Comité général

Le PRESIDENT signale un passage du compte rendu analytique de la réunion qu'a tenue la veille le Comité général avec la délégation israélienne (Com. Gen.SR/8), qui reproduit la proposition présentée par cette délégation au sujet des frontières d'Israël avec le Royaume de Jordanie Hashemite et le "Triangle".

Au cours d'une réunion officieuse qui s'est tenue la veille, le Président a fait remarquer à M. Sasson qu'une proposition émanant de la délégation israélienne et fondée sur les lignes d'armistice, en tant que telles, n'était pas conforme aux termes du Protocole; la proposition doit être remaniée, en prenant comme base la carte du plan de partage, avant qu'il soit possible de la communiquer aux délégations arabes. La Commission ne peut pas s'exposer aux critiques des délégations arabes, en communiquant des propositions qui ne soient pas basées sur le document adopté d'un commun accord.

Le Président demande au Président du Comité général de prendre contact avec la délégation israélienne, dès l'après-midi et de lui proposer qu'à sa prochaine réunion avec le Comité, elle soumette des propositions conçues sous la forme qui vient d'être indiquée. Lors de sa prochaine réunion avec les délégations arabes, le Comité pourrait déclarer que les échanges de vues se poursuivent au sujet de la frontière avec le "Triangle" et qu'aussitôt que les propositions auront pris une forme concrète, elles seront communiquées aux délégations arabes.

M. ETHRIDGE déclare que les délégations arabes estiment avoir contribué aux travaux de la Commission, en lui adressant leur mémorandum du 21 mai, et que le point 3 de ce mémorandum constitue une proposition précise que la délégation israélienne doit accepter ou rejeter. Elles estiment que cette proposition est un point de départ éventuel pour des discussions plus étendues; mais, si Israël ne répond pas au mémorandum en neuf points, en consentant certaines concessions, et ne répond pas nettement au mémorandum du 21 mai, les délégations arabes ne poursuivront pas plus avant les conversations. M. Ethridge estime qu'il est indispensable que la Commission s'efforce d'obtenir de la délégation israélienne les réponses nettes ainsi désirées.

Il fait observer que certaines questions n'ont pas été réglées de façon satisfaisante, dans les propositions qui ont été présentées jusqu'à présent par la délégation israélienne: la proposition concernant la Palestine centrale doit être rendue plus précise; il n'a pas encore été fait mention du territoire de Jérusalem et aucune réponse précise n'a été donnée concernant les réfugiés. Il faut insister auprès de la délégation israélienne pour qu'elle prenne clairement position sur tous ces points.

M. YENISEY pense que l'attitude israélienne à l'égard des points mentionnés par M. Ethridge a déjà été exprimée. M. Sasson a déclaré au Comité général qu'il considérait le "Triangle" comme englobant la région d'Hébron au sud et comme étant limité par les lignes d'armistice actuelles. Quant à Jerusalem, il a déclaré que la question n'était pas comprise dans la discussion actuelle et que la Commission avait un mandat à remplir à cet égard. Pour ce qui est des réfugiés, le Dr. Eytan a présenté, au cours de la récente réunion officieuse, certaines déclarations précises relativement aux engagements qu'Israël assumerait s'il entrait en possession de la "Bande de Gaza".

M. de la TOUR DU PIN (Président du Comité général) a été informé par M. Ammoun, de la délégation libanaise, que les délégations arabes s'employaient actuellement à rédiger à l'adresse de la Commission une lettre renfermant certaines explications sur le point 3 du memorandum du 21 mai. Elles préféreraient que ce memorandum ne soit pas discuté au Comité général, tant que la Commission n'aura pas eu connaissance de la lettre.

Le PRESIDENT rappelle que le Dr. Eytan a promis d'établir un résumé - qui pourrait être communiqué aux délégations arabes - des déclarations qu'il a faites au cours de la réunion officieuse avec la Commission. Toutefois, le Président estime que ces propositions seront encore bien loin de donner satisfaction aux délégations arabes.

M. ETHBRIDGE croit que l'on peut encore espérer de la délégation israélienne des déclarations plus complètes sur la question des réfugiés, conformément aux indications données par le Dr. Eytan.

La Commission ne peut pas faire grand'chose à l'heure actuelle, tant qu'elle n'aura pas reçu la déclaration du Dr. Eytan et que les réponses attendues de Tel Aviv sur le memorandum en 9 points ne seront pas arrivées.

Le PRESIDENT estime, comme M. Ethbridge, que la Commission doit attendre de plus amples renseignements de la délégation israélienne; cependant, il conviendrait d'insister également pour que les délégations arabes formulent leurs propositions concernant les frontières. Le Président estime, comme M. Ethbridge, que les délégations arabes ne considéreront pas les propositions que pourra présenter Israël comme complètes, tant qu'elles ne feront pas mention de la question des réfugiés; cependant, il ne pense pas que l'on puisse insister trop vivement auprès de la délégation israélienne en ce qui concerne les réfugiés, si les Arabes ne consentent pas à préciser leur attitude au sujet du problème des frontières. Il espère que, si la délégation israélienne ne tarde pas à présenter des propositions précises concernant la frontière orientale et le "Triangle" il sera alors possible de persuader les délégations arabes de faire des contre-propositions ou des propositions indépendantes, de leur propre chef.

---